

APPEL !

**AUX CITOYENNES
ET CITOYENS
DU MANTOIS
ET DES CÔTEAUX
DU VEXIN**

***NON ! Notre retraite n'est pas à vendre.
Ce n'est pas une marchandise.***

Sous prétexte de l'allongement de la durée de la vie, le gouvernement veut porter un nouveau coup majeur à notre système de retraites. Comme en Grèce, c'est une véritable régression pour tous - jeunes, salariés, retraités - qu'il veut organiser. Cette réforme est inacceptable.

Au contraire, c'est d'une retraite moderne, répondant à des besoins nouveaux, permettant à chacune et à chacun de vivre dignement, dont notre société a besoin.

Il s'agit là d'un véritable débat de civilisation. Ne le soumettons pas à la dictature des marchés financiers.

DES MENSONGES POUR FAIRE PASSER LA PILULE

Baisser d'un tiers le niveau des pensions ?

C'est ce que préconise le Conseil d'orientation des retraites (COR). Mais pourquoi ne pas consacrer plus de richesses produites (mesurées par le Produit Intérieur Brut – PIB) au financement de nos retraites ? En 25 ans, les dividendes des gros actionnaires sont bien passés de 3,2 à 8,7 % du PIB, signe que les riches sont devenus plus riches. Mieux répartir les richesses : ça a du sens !

La retraite à 67 ans ?

Ca n'a aucun sens car aujourd'hui l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, signe que les patrons préfèrent se débarrasser des seniors plutôt que de reconnaître leur expérience. Alors chômeur plutôt que retraité ? Le vrai objectif c'est : diminuer le montant des pensions !

Quant aux jeunes, déjà confrontés à un chômage de masse, qu'advient-il d'eux si des millions de salariés occupent des emplois après 60 ans ?

"Réforme" ou régression ?

Ce que le gouvernement prépare c'est une diminution du montant des pensions pour tous : en reculant l'âge du départ à la retraite, on augmente le nombre de salariés contraints de partir avec une retraite amputée (décote oblige). Ainsi on nous pousse à « capitaliser », à financer nous-mêmes une partie de nos retraites.

A qui profite le crime ?

Aux assureurs et aux banques qui vont engraisser leurs actionnaires sur notre dos ! Et tant pis pour nous si leurs spéculations tournent mal ...

Le gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle "réforme" de notre système de retraites. Une fois de plus, il jure que c'est pour le sauver. Mais ce sont toujours les mêmes "recettes" qu'il met en avant...

Depuis 1993, des "réformes" catastrophiques.

On connaît les conséquences des "recettes" mises en œuvre depuis 1993: baisse des pensions de 20%, aggravation des inégalités de pensions entre femmes et hommes ...

Résultat : on a de plus en plus de mal à prendre sa retraite. On vit de plus en plus mal sa retraite ... et le chômage des jeunes a augmenté.

La réforme Sarkozy ? « nous sommes au bord du gouffre, il faut faire un grand pas en avant ! »

Les réformes « Balladur » puis « Fillon » devaient sauver nos retraites, le "déficit" s'est encore aggravé, les inégalités se sont creusées, le montant des pensions a diminué ... et le gouvernement veut aller encore plus loin.

Ce gouvernement dit vouloir débattre mais il refuse déjà toute autre mesure que celles proposées par le grand patronat. Ainsi il propose de discuter des propositions du MEDEF de supprimer l'âge légal de la retraite à 60 ans et de la porter à 62, 65 voire ... 67 ans ! Mais il refuse ne serait-ce qu'envisager de taxer les spéculateurs ! Le gouvernement instrumentalise les analyses du Conseil d'orientation des retraites (COR) qui prévoit que le niveau des retraites devrait passer de 72% à 59% des salaires .. en 2050, mais il élude la question centrale de la répartition des richesses

Pour un vrai débat de société, pour une retraite digne du XXI^e siècle : voilà le véritable défi de civilisation auquel il faut nous attaquer !

Ce qu'on ne nous dit pas, c'est que la retraite est d'abord malade de la **crise** (dont nous ne sommes pas responsables). Malade de la réduction des **emplois**. Malade de la stagnation des **salaires et de l'injustice sociale**.

De plus en plus de jeunes entrent plus tard que leurs aînés sur le marché du travail. **Il faut en tenir compte.**

Des millions de salariés - et notamment une majorité de femmes - subissent un travail partiel imposé ? **Il n'y a aucune raison qu'ils subissent, en plus, une retraite partielle.**

